

[MAJ] MEDIAPART, 20 MINUTES, WIKILEAKS ET LES CONDITIONS DE LA FUITE

LE 9 FÉVRIER 2011 OLIVIER TESQUET

Par deux biais différents, Mediapart et 20 Minutes, tenants de deux visions du journalisme, ont mis la main sur des mémos diplomatiques de WikiLeaks. Ce qui marque le coup d'envoi de la deuxième phase du Cablegate.

“

Màj du 9 février, 17h: Au moment de la sélection, Mediapart était en ballottage avec Rue89, ce que confirme Pierre Haski, son cofondateur.

MàJ du 9 février, 16h: Selon une source proche de WikiLeaks, plusieurs dizaines de médias ont été sélectionnés – a priori un par pays – pour cette nouvelle salve de mémos. “Un journaliste péruvien vient par exemple de passer récupérer un module chiffré”, explique-t-elle. Par ailleurs, la même source signale que l’organisation n’a “pas de problème” avec l’existence d’un circuit parallèle, “tant que les journaux impliqués font le nécessaire pour rayer les informations dangereuses”.

”

Pour la première fois depuis la fin du mois de novembre, et le début de la publication des mémos diplomatiques, WikiLeaks s’est officiellement ouvert à un deuxième pool de médias. Le *Guardian*, *Der Spiegel*, *El Pais*, *Le Monde* et le *New York Times* n’ont donc plus le monopole des documents (même si dans le cas du dernier cité, les télégrammes ont été obtenus **par ricochet**). En effet, **comme l’a annoncé lundi soir Edwy Plenel** sur TV5 Monde:

“

Nous allons devenir un des nouveaux partenaires français de Wikileaks avec l’exploitation prochaine de documents.

”

Le week-end du 29 janvier, le fondateur de *Mediapart* et son directeur éditorial François Bonnet ont battu la campagne du Suffolk, pour aller rencontrer Julian Assange dans le manoir de Vaughan Smith, **le mécène qui l’héberge** depuis son arrestation et son assignation à résidence à la mi-décembre. Après quelques semaines de tractations (dont François Bonnet réserve la primeur aux lecteurs de *Mediapart*) favorisées par un tiers, *Mediapart* s’annonce donc comme le pendant tricolore de la fameuse “deuxième phase” évoquée en interne par l’organisation dès le début du grand déballage, et sortie du tiroir à la fin du mois de janvier. De source interne, le site a d’ores et déjà les documents en sa possession, alors même que le formulaire de contact promis par Sunshine Press – la représentation légale de WikiLeaks – n’a jamais pu être opérationnel, assommé par le nombre de requêtes.

Interrogé par Associated Press il y a quelques jours, Assange avait de nouveau évoqué son credo, “*maximiser l’impact*”, et énoncé les conditions de cette nouvelle collaboration,

qui devrait rassembler pas moins de 60 titres (à la fin janvier, on en recensait 12, parmi lesquels deux médias australiens, des brésiliens, des britanniques, des japonais, ainsi qu'une radio danoise):



[Il] précise que les nouveaux médias recrutés doivent souscrire aux mêmes règles que celles définies au départ avec le New York Times et les autres. Les journaux sont priés de retirer les noms de personnes qui pourraient être inquiétées par la publication des mémos, les informations susceptibles de menacer des vies, puis de soumettre les versions expurgées à WikiLeaks. Enfin, [l'organisation] s'assure de publier les documents bruts au même moment que les articles de la presse.



Pourtant, dans un chat vidéo avec des sympathisants le 6 février, le leader de WikiLeaks a livré un point de vue sensiblement différent, s'inquiétant des risques d'une transmission directe d'informations aux rédactions:



Si seulement les groupes de presse prêtaient attention à ce qu'ils font. Mais selon notre propre expérience, le Guardian et le New York Times ne se préoccupent pas de la protection des sources. En fait, pour le Cablegate, ces deux journaux ont communiqué par téléphone. Ils ont échangé des mémos par email. Le New York Times a contacté la Maison Blanche en amont de la publication de ses articles, et a fait campagne contre Bradley Manning, la source présumée de la fuite. Nous n'avons même aucune certitude qu'ils publient les informations qu'ils reçoivent. Le New York Times a escamoté une histoire sur la surveillance de la NSA, et CBS a fait l'impasse sur les tortures d'Abu Ghraib.



“Biffer, c’est préempter”

Dans ces conditions pour le moins floues, quel est l’intérêt pour *Mediapart* d’avoir accès à des documents qui ont déjà circulé entre les mains de plusieurs centaines de journalistes? Les esprits taquins commenceront par remarquer que les articles finiront derrière un paywall. Comme l’explique Vincent Truffy, journaliste pour le site, “*il y a peu de chances qu’on trouve dans ces mémos des révélations fracassantes*”, sans préciser à quelle échéance les premiers articles seront publiés. Pour l’heure, les équipes de Plenel souhaiteraient concentrer le tir sur le Proche-Orient, l’Afrique et bien sûr, la France. Les télégrammes laissés de côté par *Le Monde* ou une des autres rédactions de la première heure ont par exemple été réclamés.

En décidant d’ouvrir les vannes, WikiLeaks vient pourtant de changer sensiblement la donne. “*Dans l’esprit de beaucoup de journalistes, biffer, c’est préempter*”, précise Vincent Truffy, c’est à dire que la rédaction qui décide de mettre de côté une information confidentielle s’arroge *de facto* la priorité pour l’exploiter. Entre Noël et le Nouvel An, *Le Monde* **avait du justifier une omission volontaire**, celle d’un mémo qui évoquait les complaisances économiques entre le Gabon de feu Omar Bongo et la classe politique française, en particulier Chirac et Sarkozy (qui avait fini par émerger **du côté d’El Pais**).

Joint au téléphone par Owni, Rémy Ourdan, qui coordonne le dossier pour le quotidien du soir, avait tenu à rappeler “*l’absence de source authentifiée*”, qui le rendait “*impubliable en l’état*”. En aparté, certains soutiennent que *Le Monde* était surtout gêné aux entournures par la démarche de WikiLeaks, préférant garder une bonne portion de mémos pour une publication ultérieure, dans le cadre d’enquêtes fouillées, qui ne seraient plus estampillées WikiLeaks. Avec l’arrivée de nouveaux acteurs, voilà le cycle accéléré, sinon brisé.



La filière norvégienne

Désormais, faut-il conclure que l’embargo a été rompu par la dissémination des documents, ou qu’il a seulement été élargi dans des conditions analogues (ce que prétend Assange)? C’est à ce moment précis qu’il convient de mentionner l’apparition de *20 Minutes* dans la boucle française. Propriété du groupe Schibsted, le quotidien gratuit **a pu consulter les documents** par le biais du journal norvégien *Aftenposten*, qui appartient au même groupe de presse. A ce jour, on ne sait toujours pas comment les scandinaves ont récupéré les 251.287 mémos, une information que Ole Erik Almlid, le rédacteur en chef, refuse systématiquement de commenter. **Interrogé par Slate** fin décembre, il restait évasif:



Il nous est impossible de commenter la manière dont nous avons eu accès aux documents. Nous ne donnons jamais nos sources, même

dans ce cas de figure.



Dans ce circuit parallèle de la fuite, 20 Minutes n'est pas le premier à croquer la pomme: *Die Welt* en Allemagne, *Svenska Dagbladet* en Suède, *Politiken* au Danemark et *Die Standaard* en Belgique **ont déjà profité** de ce deuxième lot. Gilles Wallon, le journaliste de *20 Minutes* qui s'est rendu à Oslo début janvier, nous apprend que Schibsted a également proposé les mémos à une dizaine de ses titres, parmi lesquels les exemples précités la version espagnole de 20 Minutes. Wallon en profite pour revenir sur les conditions d'obtention des documents:



Une fois dans leurs locaux, on m'a prêté un ordinateur, sur lequel l'intégralité des mémos était stockée sur un système intranet. Comme l'Aftenposten avait imposé une consultation sur place, j'ai du sélectionner les mémos qui nous intéressaient, les copier dans un document Word, puis les transférer sur une clé USB que nous avons chiffré par la suite. Les Norvégiens avaient même préparé une sorte de guide de publication, avec des règles très claires sur l'utilisation des documents.



Sur son site, *20 Minutes* **invoque** le "droit à l'information pour ses trois millions de lecteurs" , mais que doit-on attendre d'une publication dont l'analyse de documents confidentiels relatifs à la diplomatie ne constitue pas vraiment le coeur de métier? "*J'ai surtout privilégié des informations relatives à la politique économique*", explique Gilles Wallon en mentionnant "*Dassault et d'autres entreprises du CAC40*". En tout, le journaliste a récupéré environ 250 documents, et il annonce qu'une partie de ceux-ci sera publié au rythme "*d'un par semaine pendant quelques semaines*", sans garantie que la majorité d'entre eux soit exploitable. "*Nous pensons commencer par un article sur la façon dont Sarkozy voit le monde arabe, mais nous n'avons pas assez de matière*", soupire-t-il. Si, **d'après un sondage TNS-Sofres**, 24% de Français seulement s'intéressent à WikiLeaks, l'effet de loupe joue à plein: tous les médias veulent y toucher.



Retrouvez l'ensemble de notre travail éditorial et technologique sur WikiLeaks à cette adresse: <http://wikileaks.owni.fr>



Crédits photo: Flickr CC **Poster Boy NYC** , **alex-s**

ROSSELIN

le 9 février 2011 - 12:59 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK





Bonjour,

Owni avait également des accords avec Wikileaks dès la première phase non ? Pourtant il n'est pas cité dans le papier. Pourquoi ?

Autre chose, vous dites que la diplomatie n'est pas le "coeur de métier" de 20 minutes. Mais Owni a également traité et diffusé des documents Wikileaks, même si "l'analyse de documents confidentiels relatifs à la diplomatie" n'est pas forcément "son coeur de métier". Non ?

Un fidèle lecteur et ami d'Owني,

Jacques Rosselin

VOUS AIMEZ  0 VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

OLIVIER TESQUET

le 9 février 2011 - 13:15 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK





@ Rosselin: Owني a travaillé avec WikiLeaks lors de la précédente fuite, celle qui concernait les Warlogs irakiens. Cette fois-ci, Assange tenait à ce que les médias jouent le rôle de tamis en amont de la publication.

Dans cette optique, Owني pouvait difficilement apporter une valeur ajoutée immédiate en proposant ses compétences, notamment en datajournalisme. Nous avons conçu une application qui continue d'intégrer en temps réel les mémos déjà publiés (<http://statelogs.owni.fr/>), mais l'expurgation voulue par WikiLeaks a poussé le site à se tourner vers des journaux plus traditionnels, disposant d'équipes éditoriales plus importantes et d'une notoriété supérieure. La chaîne de transmission était extrêmement différente, comme le modus operandi.

Pour résumer, "l'analyse de documents confidentiels relatifs à la diplomatie" en soi n'est pas notre cœur de métier, mais la contextualisation desdits documents, si ;)

OT

VOUS AIMEZ  0 VOUS N'AIMEZ PAS  0



LUI RÉPONDRE

NOM

le 15 février 2011 - 18:34 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Mediapart est un journal de daube Edwy Plenel ne fait pas du journalisme mais de la politique !!! Chez Mediapart des abonnés paient pour participer mais en réalité leurs écrits n'ont aucune visibilité et quand ils en ont trop ils sont éjectés avec la complicité de la modération pro israélienne. Les abonnements ne sert qu'à engraisser Plenel et lui donner le moyen de revenir devant la scène !

VOUS AIMEZ  0 VOUS N'AIMEZ PAS  0

LUI RÉPONDRE

AHIPEAUD

le 18 février 2011 - 9:14 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



APPEL #2 :
MANIFESTE DU COLLECTIF POUR LA RESTAURATION DE LA COTE D'IVOIRE (CRCI)
COMPRENDRE POUR AGIR POUR LA DEMOCRATIE

Les 31 Octobre et 28 Novembre 2010, sur la terre d'Eburnie, se sont déroulées les premières élections démocratiques depuis les indépendances. Alors que le monde entier était prêt à saluer la maturité du peuple ivoirien, la proclamation des résultats du second tour donna naissance à une situation extraordinaire avec la proclamation de deux vainqueurs, l'un par la Commission Electorale Indépendante et l'autre par le Conseil Constitutionnel. Presque trois mois après, l'échec des tentatives de sortie de cette ultime crise du présidentielisme ivoirien fait planer la menace d'une véritable guerre civile, encore plus dangereuse que celle que certains pays africains ont connu ces vingt dernières années en raison de ses dimensions passionnelles et idéologiques. Le Collectif pour la Restauration de la Côte d'Ivoire, au travers de ce manifeste, entend expliquer ce dernier soubresaut d'un système néocolonial aux abois pour proposer une solution au peuple ivoirien, qui, en dernier ressort, est appelé à choisir entre la barbarie et la démocratie.

1- Comprendre la crise post-28 Novembre 2010

Alors que la CEI, organe organisatrice des élections, a proclamé Dr Alassane Dramane Ouattara vainqueur avec 54.1% des voix, le Conseil Constitutionnel, sur la base de prétendues fraudes, annule près de 600 000 voix du Nord et du Centre pour donner Laurent Gbagbo gagnant avec 51%. Il serait faire de la forfaiture que de dire que le vainqueur de l'élection présidentielle est Laurent Gbagbo. Car en dernière instance, il est clair que Ouattara a gagné. Le Conseil Constitutionnel n'a pas dit le droit puisque l'article 64 du code électoral lui impose l'annulation pure et simple du scrutin dans le cas où les

fraudes seraient d'ampleur à en modifier la sincérité, c'est-à-dire, la légitimité. Une chose est donc de condamner cette violation flagrante du droit. Mais une autre est aussi de comprendre sa motivation profonde même si on ne doit pas l'excuser.

En effet, en décidant de forcer la main au Pr Yao Paul Ndré, Président du Conseil Constitutionnel, pour se proclamer vainqueur des présidentielles, Laurent Gbagbo défend ici son droit de s'opposer à l'injustice. Car, le 19 septembre 2002, son régime a été attaqué par des militaires dont l'objectif clair était de le renverser. Alors que dans le cas d'espèce la communauté internationale condamne toute forme de règlement des contentieux politiques internes aux Etats par la violence, la tentative de coup d'état transformée en rébellion plus tard aura le soutien de tous les principaux acteurs de la scène internationale. Dès lors, Laurent Gbagbo s'est fait une conviction qui est qu'il est combattu, non pas par la face visible d'une imposture politique, mais bien par des intérêts qu'il qualifiera plus tard de colonialistes en identifiant la Droite française comme commanditaire de cette déstabilisation de son régime. Ce sentiment sera d'autant plus fort que, prétextant une attaque contre leurs hommes à Bouaké lors de l'attaque contre la rébellion en novembre 2004, la Licorne détruira toute la flotte aérienne des Forces Armées Nationales, sur ordre direct du Président Jacques Chirac. Les incidents entre la Licorne et le Peuple conduiront à des dizaines de morts et le sentiment désormais tenace que la France de la Droite colonialiste est en guerre contre Gbagbo ne partira plus. Quelles sont les véritables raisons qui motivent l'attitude partielle de la France Conservatrice ? Pourquoi la politique de deux poids, deux mesures face à Gbagbo ? Comment alors accepter la finalité d'une procédure dont l'objectif reste le même : éjecter Gbagbo du pouvoir ? Mais qu'est-ce qu'il ya donc dans le Pouvoir en Côte d'Ivoire qui justifierait un tel acharnement contre un homme alors qu'il aura tout cédé à la France pour avoir la possibilité de gérer tranquillement son pouvoir ?

Pour les partisans de Laurent Gbagbo, c'est son but ultime, c'est-à-dire, la libération de la Côte d'Ivoire du giron des contrats néocoloniaux, qui justifie cette attaque contre son régime. Le soutenir alors, c'est refuser fondamentalement le contrat néocolonialiste même si, comme par hasard, Le FPI n'a jamais officiellement affirmé un agenda anticolonialiste. Pis, le Pr Mamadou Koulibaly a été écarté du pouvoir exécutif après les élections calamiteuses d'octobre 2000 parce qu'il avait fait sien la restructuration de la politique monétaire communautaire parce qu'il croyait que l'agenda idéologique du FPI restait de faire la révolution contre l'ordre néocolonial et la corruption. Sa marginalisation dans le pouvoir de la refondation est la preuve effective du choix stratégique fait par Laurent Gbagbo et Simone Ehivet, en 1989, aux lendemains du retour d'exil du leader du FPI et pendant leur congrès clandestin de Dabou qui verra l'arrestation du représentant de la bourgeoisie nationaliste Anaky Kobena par la police d'Houphouët-Boigny. Dans le contexte actuel, le camp qui soutient le Président Laurent Gbagbo est donc composite et repose fondamentalement sur un quiproquo que les tenants du régime entretiennent par un discours opportuniste qui met en avant la volonté de libération nationale des peuples africains en général, ivoirien en particulier, sans pour autant en être les véritables vecteurs.

Qui plus est, Ouattara, ayant commis l'erreur tactique de reconduire Soro Guillaume, leader de la rébellion, à sa primature, a rendu difficile l'analyse politique tout en rendant un sacré service à Gbagbo qui peut, dès lors, affirmer de la collusion originelle entre Ouattara et les rebelles. Dès lors, pourquoi accepter la victoire de Ouattara quand ce dernier n'a eu que la violence comme réponse à ses frustrations ? Pourquoi la communauté internationale peut-elle accepter un coup d'état hier et ne pas admettre que la réponse du berger à la bergère n'est que justice ? Cela est d'autant plus vrai que la rébellion n'a aucun bilan au Nord tout comme lui au Sud. Pis, les violations des droits de l'homme par celle-ci ont été aussi énormes que celles qu'ont lui reprocheraient. Là encore, il peut crier qu'il est la victime et être entendu par des millions d'ivoiriens et d'africains. Les Forces Armées Nationales ne peuvent que se ranger de son côté d'autant plus qu'elles n'ont ni perdu la guerre contre la rébellion, ni été convaincu par Ouattara puisqu'il a nommé Soro, ministre de la défense. Accepter donc le nouveau pouvoir serait aller à Canossa, c'est-à-dire, s'humilier devant le vainqueur, le premier ministre ex-chef de la rébellion- qui n'en est pas un puisque non élu par le peuple ivoirien. Car l'armée fait ainsi la distinction entre l'élu Ouattara qui a gagné les élections et le parrain supposé de la rébellion. Si elle accepte l'élu parce qu'elles restent républicaines, elles ne peuvent concéder à la rébellion la victoire en se rangeant du côté de leur parrain, Ouattara. C'est pour cela qu'elles le laissent au Golf sans état d'âme. Voilà, en plusieurs mots, la complexité de la situation postélectorale qui rend difficile mais pas impossible une résolution politique de la présente crise du présidentielisme ivoirien.

2- Les vrais enjeux de la lutte actuelle

Cette crise, comme on l'aura compris, surfe sur des quiproquos et des demi-vérités qui, mélangées, font un cocktail incompréhensible pour le commun des mortels mais a l'avantage de faire le jeu des acteurs nationaux dont le principal but n'est nullement de faire émerger la démocratie et conduire le peuple ivoirien vers des lendemains meilleurs mais de contrôler le pouvoir exécutif et en faire un instrument de leur promotion, sinon de leur continuuel enrichissement illicite à la tête du pays contre les intérêts bien compris du peuple ivoirien.

Le premier quiproquo reste la définition de la CEI et du Conseil Constitutionnel comme

des organes indépendants. La CEI, conçue aux lendemains des accords de Pretoria en 2005, n'est pas indépendante parce qu'elle est un instrument des partis politiques en conflit dès le départ. D'abord, depuis Marcoussis, il a été admis que la rébellion devrait avoir trois représentants alors que ce n'était que trois faces de la même pièce, les trois ayant donné les Forces Nouvelles et agissant sur le terrain comme une seule armée. Ensuite, les partis politiques ont pris le contrôle de la structure organisatrice de l'élection pour en faire un moyen de leur prise de pouvoir. Là encore, le Président Gbagbo va leur laisser la CEI pour bétonner le Conseil Constitutionnel puisque c'est l'organe, en dernier ressort, qui devra valider les résultats. Ainsi donc, ni le Conseil Constitutionnel, encore moins la CEI, ne peuvent se targuer d'être des institutions au-dessus de tout soupçon étant entendu qu'elles servent les intérêts des partis ou personnes les dominant. La naissance en 2005 du RHDP n'est pas un hasard. Ainsi, le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Paix et la Démocratie (RHDP), regroupant le RDR de Ouattara, le PDCI de Bédié, le MFA d'Analay et l'UDPCI dont le Président Akoto sera éjecté sur des bases tribales par Mabri, avec le consentement des autres ténors de la politique ivoirienne, uni la majorité des partis politiques membres statutaires de la CEI. Avec les Forces Nouvelles, le RHDP tient les rênes du pouvoir à la CEI. En un mot, aucune des institutions organisatrices ou régulatrices des élections n'est indépendante. Pis, leur but stratégique reste d'annuler l'autre ou alors de le neutraliser.

Pourquoi de telles dispositions tactiques au plan institutionnel ? C'est là que nous trouvons aussi le deuxième quiproquo qui est relatif aux objectifs des leaders politiques actuels. Alors que le peuple de Côte d'Ivoire rejette la refondation pour sa laideur, il ne s'engage pas non plus à donner un chèque blanc au RHDP. Cette ambiguïté du choix des ivoiriens se retrouve clairement dans les résultats du 1er tour. Ainsi, 73% des électeurs n'ont pas donné de majorité absolue à un des trois majors. 62% ont préféré un autre candidat à Gbagbo, 66% ont choisi autre personne que Ouattara et 72 % n'ont pas renouvelé leur confiance officiellement à Bédié. Dans les bastions de Ouattara, Bédié et Gbagbo n'ont eu que 5% quand le chiffre est de 7% pour Ouattara et entre 10 et 20% pour Gbagbo dans le bastion de Bédié. Il y a là les ingrédients d'une explosion passionnelle puisque les fanatiques de chaque leader développent un rejet systématique et brutal de l'autre leader et de sa base tribale quand la majorité des ivoiriens n'a pas de choix définitif de leader.

Cela veut dire tout simplement que les ambiguïtés du vote marquent une incertitude totale des objectifs soutenus par les électeurs. En d'autres termes, les ivoiriens sont partagés entre le repli identitaire et tribal d'une part et d'autre part la volonté de changement véritable. Or si le choix tribal est facile, la recherche du candidat qui incarnerait les valeurs de probité, de travail, de justice sociale et une certaine idée de la grandeur de sa nation, n'est pas aisée.

Le populisme ultranationaliste de Gbagbo est une imposture car il est une réponse par à-coup après l'échec de l'agenda de la refondation qui s'est plus révélée comme l'art de la désinvolture sociale, de l'incohérence idéologique et le triomphe des pratiques naguère décriées sous le PDCI. Si au début des années 90 le besoin de changement a donné une légitimité historique au leader du FPI, l'exercice du pouvoir en a fait une catastrophe politique, une parenthèse à vite oublier. L'elan nationaliste et patriotique des lendemains de l'attaque rebelle contre son pouvoir n'a pas été capitalisé parce que les hommes ont préféré s'enrichir plutôt que d'enrichir le pays. La déception et la désaffection expliquent la large défection des masses qui ont empêchées Laurent Gbagbo de faire une victoire éclatante dès le premier tour. L'état lamentable du pays n'est pas une raison suffisante pour que le citoyen redonne une légitimité à la refondation.

Est-ce à dire que le choix du peuple, dans sa grande majorité, serait de revenir vers le passé en faisant du PDCI ou de ses démembrés, la force gouvernante ? Peut-on espérer un changement avec le RHDP au pouvoir ? Les premières nominations du gouvernement Ouattara nous convainc clairement que le changement ne pourra jamais venir d'une élite politique qui entend faire du neuf avec le vieux et les mêmes. Pourrait-on s'attendre à une rupture épistémologique avec le système néocolonial capable de rendre effective la volonté de liberté globale pour le peuple et le gouvernement ivoirien avec le RHDP ? La réponse est négative parce que le RHDP revendique son lien idéologique avec l'Houphouëtisme, idéologie de la collaboration entre la France et ses ex-colonies.

Au total, alors que l'élection de 2010 devrait mettre fin aux souffrances du peuple avec une vision politique et historique qui triompherait, la crise des deux présidents rappelle tout simplement que les élites dirigeantes actuelles n'ont de repère que la gestion, sinon le pillage des ressources de la nation. Toute leur stratégie et leur jeu tactique reste la conservation ou la conquête du pouvoir. Or leur bilan dans le gouvernement Marcoussis atteste qu'ils ne peuvent nullement répondre aux exigences morales de probité, politiques de Liberté et spirituelles de justice. N'ayant pas le choix, le peuple ivoirien s'est résolu à les renvoyer dos-à-dos. Le vrai enjeu de ces élections résidait donc dans la capacité des acteurs qui ne se reconnaissent pas dans ces ensembles politiques de créer la dynamique par laquelle les ivoiriens seraient amenés à choisir. C'est là notre objectif en clairement identifiant nos objectifs pour que le Peuple Souverain de Côte d'Ivoire apprenne aux politiciens que « nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude » (Wodjié).

3- Agir pour la Démocratie et le Développement

Ainsi, si le pays connaît cette crise postélectorale, c'est en raison du manque de lisibilité

et l'indécision conséquente du peuple. Aucun changement de fond dans une société n'advient sans un consensus presque total sur ce que tous veulent. Que veut alors le Peuple Souverain de Côte d'Ivoire ?

Sans risque de se tromper, nous osons affirmer que le Peuple Ivoirien veut un changement radical de sa situation politique, économique et sociale. Par le concept de changement, nous entendons une amélioration de l'offre de démocratie et de liberté, une probité et l'équité dans la gestion des ressources nationales et une société fondée sur la justice. La démocratie n'est pas organiser des élections que l'on entend manipuler pour son propre intérêt mais la mise en place de structure facilitant le libre exercice de sa liberté par chaque citoyen. Lorsque la procédure est biaisée à quelque niveau que ce soit, le processus démocratique s'en trouve enrhumé et le corps social devient fiévreux. L'exemple des années 90 devrait nous suffire si ce n'est aujourd'hui le réveil du peuple du Maghreb qui nous l'enseigne. Les peuples Africains veulent leur Liberté pour pouvoir vivre et travailler dans leurs propres pays. L'exode vers l'Occident n'est pas leur choix mais celui imposé par les dictatures corrompues, antinationales et incompétentes. Aujourd'hui, refuser la démocratie par des subterfuges, c'est conduire inexorablement nos pays au suicide collectif car le mode de production impose un changement effectif du système politique néo-patrimonial en une véritable démocratie.

La démocratie veut aussi et certainement dire que le peuple ne choisit pas un pantin manipulé par des forces externes qui imposeront après leur agenda, la défense de leurs intérêts à l'élu du peuple. C'est là que la question de nos rapports avec la France, dans un contexte de mondialisation, est une exigence à clarifier pour toutes les élites dirigeantes africaines.

La France, puissance colonisatrice, a des intérêts à défendre dans nos pays. Par exemple, en Côte d'Ivoire, presque la moitié des recettes fiscales a pour origine des entreprises contrôlées par des français. L'erreur pour nos gouvernements serait de confondre ces travailleurs du progrès avec les mécanismes institutionnels et les pratiques politiques qui donnent une image de vassal, de sous-préfet local, à nos chefs d'état. Si cette situation n'était pas contre les intérêts bien compris des deux entités pendant la période d'avant l'effondrement du bloc communiste et la révolution internet, aujourd'hui, à l'âge de la génération FACEBOOK, il est impérieux de changer radicalement les choses. Si la France est notre partenaire privilégiée, elle ne saurait être ou entretenir des rapports de vassalité moyenâgeuse avec notre continent et nos chefs. La jeunesse de nos pays, en contact direct avec celle du monde entier, ne comprendrait pas que ce soit, depuis la France ou Washington que leur président soit choisi.

Qui plus est, cinquante années après, il importe de revoir le cadre des accords entre la France et ses ex-colonies maintenant matures. La maturité exige la responsabilisation. Or la responsabilisation sans la capacité de gestion de notre outil d'échange, la monnaie, n'est pas possible. Le maintien des comptes d'opération au Trésor français dans un contexte où le Franc français a fait place à l'Euro, est une aberration politique. Avec la mise en place de l'Euro, la France devrait convenir avec ses partenaires africains et européens, de la disparition du CFA et de la création, sur la base de l'existant, d'une nouvelle monnaie, indépendante, instrument de gestion souveraine des économies africaines francophones. Il est impérieux que la France accepte, solennellement, de se séparer du Franc CFA comme elle a accepté le démantèlement des bases militaires installées sur nos terres qui avaient pour mission principale de protéger des dictatures sous le prétexte de lutte contre le communisme. Le communisme est mort. Vive la démocratie et la Liberté des peuples. Le Franc Français étant mort, Vive Une Monnaie Souveraine Africaine, L'AFRIC !

Cette vision n'est pas aux antipodes des intérêts de nos peuples. Le Président Obama, dans son discours devant les députés Ghanéens, a affirmé que l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts mais d'institutions fortes. Une de ces institutions reste une monnaie comme le CFA qui a fait la preuve de son efficacité. Il importe aujourd'hui d'en faire un véritable outil de gestion économique en la reformant profondément et surtout en y intégrant les autres pays comme le Nigéria, le Ghana et le Libéria ainsi qu'en l'élargissant à l'Afrique centrale et australe. Avec une institution indépendante des politiques à l'image de la Federal Reserve Bank et de la Banque Centrale Européenne, l'Afrique serait un puissant vecteur d'intégration panafricaine et d'émergence financière et économique pour notre continent.

Le rôle et la responsabilité historique de la Côte d'Ivoire, comme Hier avec le RDA, est de conduire la lutte de la libération des peuples africains de la misère rampante et de faire de notre continent un acteur principal sur la scène diplomatique, commerciale et culturelle mondiale. La Côte d'Ivoire ne saurait s'écarter de cette mission en improvisant des monnaies locales sans aucune légitimité. Le faire est tout simplement trahir notre mission en tant que nation ayant participé au combat pour l'émancipation africaine.

Au total, nous sommes ici à la croisée des chemins pour notre propre pays et celui de toute l'Afrique des cinquante prochaines années. Quel devra être notre attitude pour que faire aboutir les revendications de mieux-être politique, économique et social ainsi que celle de l'exigence de l'émergence d'une nouvelle Afrique debout, supportée par des institutions pérennes, démocratiques et dirigées par des élites ayant à cœur les intérêts de leur continent ? Il s'agit aujourd'hui de ne voir que le bien commun et non celui des individus. La résolution de la crise ivoirienne devrait pour ainsi dire être le moment idoine pour donner une autre chance à notre continent.

4- Propositions Concrètes de sortie de crise

Pour résoudre la crise du présidentielisme ivoirien, il importe donc d'en prendre toutes les dimensions pour que le diagnostic étant correct, les solutions proposées le soient aussi. Si l'option de la guerre pour imposer une vision au peuple est écartée, alors il nous reste de penser une autre sortie de crise qui devra faire l'économie des morts et des destructions immenses prévisibles. C'est sur cette base que nous proposons une sortie de crise en deux temps : une conférence internationale sur la crise ivoirienne à Yamoussoukro pour donner une autre chance de sortie honorable à Laurent Gbagbo et une Conférence nationale issue de la conférence internationale dont la finalité sera d'organiser une transition sous l'égide du président Ouattara avec l'exigence de la formation d'un gouvernement de consensus avec un agenda précis de complétion des réformes politiques, économiques et sociales.

A- Une conférence internationale pour offrir une porte de sortie honorable à Laurent Gbagbo

Si Laurent Gbagbo a perdu les élections, c'est par sa propre faute. Il entend ainsi, par la résistance contre Ouattara, se donner les moyens de se racheter. Il faut alors réparer l'injustice qui lui a été faite en condamnant les auteurs du coup d'état devenu rébellion officiellement.

Devant le populisme ultranationaliste, il faut agir en anticipant. Le thème de la libération nationale n'étant pas une conviction mais un moyen d'agitation, il faut proposer, lors de la Conférence Marcoussis bis, mais en terre ivoirienne, à Yamoussoukro, la renégociation des accords de coopération, surtout militaire et monétaire, contre son départ du palais présidentiel. A cette conférence, devront aussi être présents, outre les pays membres de la Cedeao et de l'Umoa, mais aussi et surtout, les Etats-Unis, l'Union Européenne, la Russie, La Chine l'Inde et le Brésil, pour lui donner un caractère solennel.

La renégociation des accords devrait être paraphée par Laurent Gbagbo, Président sortant et Alassane Ouattara, Président entrant pour la Côte d'Ivoire et le Président Sarkozy pour la France et les Présidents des pays membres de l'Umoa pour les accords monétaires et les pays de la Cedeao pour l'accord de sortie de crise. Cette conférence sera un nouveau départ pour la France et pour les pays africains.

Si l'objectif de la France est d'aider à la résolution de la crise et de faire sienne la revendication de la mise à mort des pratiques anciennes comme le Président Nicolas Sarkozy l'avait promis pendant sa campagne, alors c'est le moment indiqué. Pis, si la France ne profite pas de cette occasion pour améliorer ses rapports avec l'Afrique de notre génération, elle aura perdu la bataille du rapprochement. Car tout comme à la Conférence de Fontainebleau Ho Chi Minh voulait un accord global sur l'indépendance du Vietnam, aujourd'hui, il faut une conférence pour éviter que l'Afrique francophone ne bascule dans le camp de extrémisme populiste qui ne peut que déboucher sur l'autoritarisme et la catastrophe humanitaire et l'immigration massive de ses populations affaiblies et désespérée à cause de la misère morale et matérielle que lui imposent des faux démocrates reconvertis en dictateurs populistes. Il faut faire l'économie d'un nouveau conflit entre la France et la Génération Facebook car elle la perdra comme elle a failli se mettre en difficulté dans le processus tunisien.

Il est impérieux de comprendre que notre proposition n'est en rien quémander. C'est une vision pragmatique de la réalité du terrain qui l'exige. La percevoir autrement serait une grossière erreur d'appréciation car notre génération n'a pas appris à baisser l'échine mais à arracher ses revendications par la lutte. Nous éviter cela pour que les forces productives de nos nations se concentrent sur la lutte contre la misère, voilà le but rechercher ici.

C'est pour cela que de cette conférence, devrait naître une autre qui réunit tous les acteurs actuels y compris les forces non présentes à Marcoussis pour plancher sur le programme du gouvernement de transition.

B- Une Conférence Nationale organisant le Programme de Transition de 5 ans avec Ouattara comme Président

La Côte d'Ivoire subit les contrecoups du refus de sa classe dirigeantes de faire les réformes politiques, économiques et sociales qui devraient lui permettre de décoller depuis 1977. Il est maintenant plus qu'urgent de faire asseoir cette classe politique pour qu'elle accepte de se réconcilier et qu'elle pose les bases d'une nation en mettant en place un programme de transition de cinq ans dont les principales taches seront entre autres :

- La mise en place d'une Commission Réconciliation et Vérité devant faire la lumière sur les actes qui ont émaillés les vingt dernières années du multipartisme. Cette commission doit permettre aux ivoiriens de se réconcilier avec leur armée et leur Etat tout comme aussi donner la chance aux politiciens de faire amende honorable par la repentance et le pardon.*
- La réforme de la constitution pour lui enlever tous les éléments conflictuels mais aussi et surtout mettre en place des mécanismes et institutions qui ne sont pas fonder sur l'intérêt d'un clan ou d'un groupe de personnes mais sur la nécessité de bâtir une Nation Forte et Solidaire. La priorité sera alors la réforme de la Commission Electorale qui devra alors devenir véritablement indépendante.*

- *L'écriture du code moral des élites dirigeantes pour combattre la corruption, le tribalisme et le népotisme*
- *Valider les nouveaux accords entre la France et les pays africains, notamment l'indépendance de notre monnaie communautaire et la mise à la disposition de la Force de Maintien de la Paix et de la Démocratie de la Cedeao des bases militaires françaises*
- *Formation du Gouvernement de Transition et Chronogramme électoral : législatives, municipales, conseillers généraux*

Conclusion

15 Février 2011

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

3 pings

Les tweets qui mentionnent Mediapart, 20 Minutes, WikiLeaks et les conditions de la fuite » Article » OWNI, Digital Journalism -- Topsy.com le 9 février 2011 - 10:47

[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par Nicolas Voisin, damien douani, Charles Dufresne, Donjipez, Olivier Tesquet et des autres. Olivier Tesquet a dit: [#owni] Comment @mediapart et @20minutes ont récupéré les mémos de #WikiLeaks (et ce que ça change) <http://bit.ly/dJ9Nyf> [...]

Affaire.com - Mediapart, 20 Minutes, WikiLeaks et les conditions de la fuite – Owni le 9 février 2011 - 13:11

[...] – OwniPosted On février 9th 2011 By Affaire. Under Wikileaks .OwniMediapart, 20 Minutes, WikiLeaks et les conditions de la fuiteOwniPar deux biais différents, [...]

Mediapart, 20 Minutes, WikiLeaks et les conditions de la fuite | desktoppublishing.fr le 9 février 2011 - 17:33

[...] des documents: Une fois dans leurs locaux, on m'a prêté un ordinateur, sur lequel ...Lire l'article complet 0 [...]